



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/2004/SR.32
29 août 2005

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Soixantième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 32^e SÉANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 1^{er} avril 2004, à 10 heures

Président : M. SMITH (Australie)

SOMMAIRE

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS
FONDAMENTALES OÙ QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE, NOTAMMENT
LA QUESTION SUIVANTE:

- b) PROCÉDURE ÉTABLIE EN VERTU DES RÉSOLUTIONS 1503 (XLVIII)
ET 2000/3 DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques de la Commission seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

GE.04-12577 (EXT)

SOMMAIRE (suite)

DROITS CIVILS ET POLITIQUES, NOTAMMENT LES QUESTIONS SUIVANTES:

- a) TORTURE ET DÉTENTION
- b) DISPARITIONS ET EXÉCUTIONS SOMMAIRES
- c) LIBERTÉ D'EXPRESSION
- d) INDÉPENDANCE DU POUVOIR JUDICIAIRE, ADMINISTRATION DE LA JUSTICE, ET IMPUNITÉ
- e) INTOLÉRANCE RELIGIEUSE
- f) ÉTATS D'URGENCE
- g) OBJECTION DE CONSCIENCE AU SERVICE MILITAIRE (*suite*)

La réunion est ouverte à 10 heures.

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS
FONDAMENTALES DANS LE MONDE, NOTAMMENT LA QUESTION SUIVANTE:

b) PROCÉDURE ÉTABLIE EN VERTU DES RÉSOLUTIONS 1503 (XLVIII) ET
2000/3 DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

(point 9 de l'ordre du jour) (suite)

1. Le PRÉSIDENT indique que la Commission a examiné, au cours de plusieurs séances privées, la situation des droits de l'homme en Bolivie, à Djibouti, au Honduras, et en Ouzbékistan au titre des résolutions 1503 (XLVIII) et 2000/3 du Conseil économique et social. La Commission a décidé de ne pas poursuivre l'examen de la situation des droits de l'homme en Bolivie, à Djibouti, et au Honduras, mais de continuer à examiner la situation des droits de l'homme en Ouzbékistan et de nommer un Représentant spécial pour ce pays qui sera chargé de lui faire rapport au titre de la procédure confidentielle. Le Président rappelle que, conformément au paragraphe 9 de la résolution 2000/3 du Conseil, les Membres de la Commission ne peuvent faire référence au cours du débat public aux décisions confidentielles qui ont été prises en vertu de cette procédure ni aux documents qui leur ont été soumis concernant ces quatre pays.

2. La Commission a également adopté une décision sur proposition du représentant du Paraguay recommandant au Conseil économique et social de rendre publics tous les documents concernant ce pays qui ont été soumis à la Commission au titre de la procédure 1503 de 1978 à 1990. Cette décision sera rendue publique.

DROITS CIVILS ET POLITIQUES, NOTAMMENT LES QUESTIONS SUIVANTES:

- a) TORTURE ET DÉTENTION
- b) DISPARITIONS ET EXÉCUTIONS SOMMAIRES
- c) LIBERTÉ D'EXPRESSION
- d) INDÉPENDANCE DU POUVOIR JUDICIAIRE, ADMINISTRATION DE LA JUSTICE, ET IMPUNITÉ
- e) INTOLÉRANCE RELIGIEUSE
- f) ÉTATS D'URGENCE
- g) OBJECTION DE CONSCIENCE AU SERVICE MILITAIRE (*suite*)

(E/CN.4/2004/3 et Add.1, Add.2 et Corr.1 et Add.3, 7 et Corr.1 et Add.1, Add.2 et Corr.1 et Add.3, 50-52, 53 et Add.1, 54, 55, 56 et Add.1-3, 57-59, 60 et Add.1, 62 et Add.1-4 et 63 et Add.1 et 2; E/CN.4/2004/G/18, 19, 26, 33, 34 et 40; E/CN.4/2004/NGO/8, 13, 14, 19, 30-49, 52, 54, 55, 58, 59, 65, 70-72, 79, 87, 88, 90, 92, 94, 104, 111, 125, 128-130, 134, 145, 151,

153, 179, 182, 183, 188, 194, 206, 214, 224, 231, 236-240, 246 et 252; E/CN.4/Sub.2/2003/39; E/CN.15/2002/3; E/CN.15/2001/18) (point 11 de l'ordre du jour) (suite)

3. M. DESPOUY (Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats), introduisant le rapport figurant sous la côte E/CN.4/2004/60 et Add.1, dit que le nombre d'allégations reçues depuis le début de son mandat, c'est-à-dire depuis août 2003, montre à quel point l'indépendance du pouvoir judiciaire et du barreau et celle de leurs membres continuent d'être menacée dans de nombreux pays. Depuis 10 ans, l'approche de la Commission de la question de l'indépendance des juges et des avocats a été de plus en plus holistique et fondée sur le fait que la séparation des pouvoirs, l'état de droit et le principe de légalité sont inséparables dans une société démocratique. L'état de droit présuppose un contrôle judiciaire (ou son équivalent) de la constitutionnalité ou la légalité des décisions de l'exécutif, des actes administratifs et des lois. Dans toute société démocratique, le juge est le gardien des droits et des libertés fondamentales et les juges et les tribunaux assument la protection judiciaire des droits de l'homme, la réalisation du droit à un recours, la lutte contre l'impunité, et le droit à la réparation. Ainsi, l'impartialité et l'indépendance du pouvoir judiciaire sont en fait un droit des justiciables et non un privilège gratuit du pouvoir judiciaire.

4. Le Rapporteur spécial explique qu'il s'est particulièrement intéressé, dans le cadre de sa mission, au fonctionnement réel du pouvoir judiciaire étant donné que des facteurs sociaux, économiques ou culturels peuvent entraver l'exercice réel de droits par certains groupes qui ont d'énormes difficultés à avoir accès à la justice, comme cela arrive parfois s'agissant, par exemple, des personnes handicapées ou de celles en situation d'extrême pauvreté. Il rappelle que son mandat exigeait de lui qu'il s'intéresse aux dysfonctionnements pouvant signifier une atteinte à l'indépendance et l'impartialité des juges et avocats et au droit à un procès équitable, de faire des recommandations en vue de protéger et d'accroître leur indépendance, et de proposer des services consultatifs ou une assistance technique aux Etats concernés.

5. Le Rapporteur spécial approuve les recommandations formulées par son prédécesseur concernant les méthodes de travail, à savoir l'étude de la situation dans certains pays; les communications et appels urgents adressés aux gouvernements; les consultations avec les représentants des gouvernements, les titulaires de mandats relevant des mécanismes et procédures de l'ONU, et les représentants d'autres organisations intergouvernementales, d'organisations non gouvernementales et d'institutions et organismes nationaux concernés; la promotion de l'assistance technique; et la participation aux réunions et manifestations internationales, régionales et nationales. Le Rapporteur spécial indique avoir reçu des invitations du Kazakhstan, du Tadjikistan, du Kirghizistan, du Kenya, du Brésil, et du Paraguay ; trois autres pays devraient l'inviter sous peu à se rendre sur leur territoire. Un résumé des communications et appels transmis aux gouvernements ainsi que les réponses qu'il a reçues et les communiqués de presse publiés sont reproduits dans le document E/CN.4/2004/Add.1.

6. M. Despouy juge important de repérer et de souligner tout dysfonctionnement structurel et institutionnel empêchant le bon fonctionnement et l'indépendance du pouvoir judiciaire. Il dit également vouloir mettre l'accent, à cet égard, sur l'impunité et la corruption qui sont des phénomènes largement répandus et examiner, par ailleurs, les pratiques discriminatoires dont sont victimes les femmes, les minorités nationales, ethniques, religieuses et linguistiques ainsi que les peuples autochtones, qui les empêchent d'avoir accès aux professions juridiques ou conduisent à un traitement inégal dans le domaine de l'emploi, notamment.

7. Le rapport qu'il soumet à l'examen offre des exemples des persécutions endurées dans de nombreux pays par les juges et les avocats. Il traite également de la mise en détention sans jugement pour des raisons de sécurité nationale, de l'administration de la justice au cours des états d'urgence, et des pratiques judiciaires dans le cas des crimes terroristes.
8. En dernier lieu, le Rapporteur spécial souligne qu'il juge important de soutenir le renforcement de la Cour pénale internationale de façon à lui permettre de s'acquitter pleinement et effectivement de son mandat.
9. M. BIGGAR (Irlande), s'exprimant au nom des Etats Membres de l'Union européenne (UE), considère que les visites dans les pays constituent une partie essentielle du mandat du Rapporteur spécial et demande à celui-ci d'indiquer celles qu'il a prévu d'effectuer en 2004.
10. M. Biggar demande également au Rapporteur spécial d'indiquer ce qu'il envisage de faire pour donner davantage de visibilité à son mandat alors que celui-ci entre dans sa dixième année.
11. Le représentant rappelle que les organes d'Etat ont traditionnellement été considérés comme les principaux coupables en matière d'intimidation des juges et des avocats mais qu'avec la hausse du crime organisé, les acteurs militaires non-étatiques sont souvent aussi impliqués dans les actes d'intimidation. Il demande par conséquent au Rapporteur spécial de préciser comment le rôle de l'Etat en tant que protecteur peut être renforcé dans ces circonstances.
12. L'accès de tous à la justice est un principe fondamental auquel l'Union européenne accorde une importance particulière. Ses Membres se félicitent par conséquent de l'attention accordée par le Rapporteur spécial aux personnes qui vivent dans un état d'extrême pauvreté et apprécient également l'accent mis dans ce rapport sur l'importance de l'assistance technique. L'Union européenne aimerait toutefois recevoir davantage d'informations sur la manière dont le Rapporteur spécial envisage de promouvoir et protéger le principe de l'égalité d'accès à la justice pour les autres groupes vulnérables de population tels que les femmes, les minorités nationales, linguistiques ou religieuses, les peuples autochtones, les handicapés et les personnes atteintes du VIH/sida.
13. L'Union européenne se félicite que le Rapporteur spécial ait l'intention de promouvoir le rôle de la Cour pénale internationale.
14. M. CERDA (Argentine) demande au Rapporteur spécial d'indiquer si ses conclusions concernant la protection de l'indépendance des juges et des avocats sont applicables à tous les pays ou seulement à ceux dans lesquels il s'est rendu.
15. Puisque l'accès à la justice est un droit de l'homme, M. Cerda s'interroge sur le point de savoir si la Commission ne devrait pas renforcer cet aspect précis du mandat du Rapporteur spécial dans sa résolution sur la question.
16. M. HUSSAIN (Pakistan) dit approuver les observations formulées par le Rapporteur spécial dans son rapport, notamment le fait qu'il ne peut y avoir de paix sans justice, de justice sans liberté, et de liberté sans droits de l'homme.

17. Le représentant souhaite vivement que les prochains rapports du Rapporteur spécial étudient les conséquences graves sur l'administration de la justice des lois sécuritaires draconiennes appliquées par les puissances occupantes.

18. M. DESPOUY (Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats) indique qu'il a prévu de se rendre au Kazakhstan, au Brésil, et au Paraguay en 2004 et au Kirghizistan, au Tadjikistan, et au Kenya en 2005.

19. Garantir l'accès de tous à la justice est fondamental et il serait donc souhaitable que la résolution qu'adoptera la Commission sur cette question renforce cet aspect du mandat. M. Despouy dit vouloir mettre l'accent sur les raisons pour lesquelles certains membres d'une communauté n'ont pas accès à la justice dans les mêmes conditions que le reste de la population et présenter l'analyse de ses conclusions à la Commission sur la base des éléments de réponse collectés.

20. L'assistance technique est importante pour les pays qui ont vécu des expériences traumatiques comme une guerre ou un conflit armé ou qui sont en phase de transition vers la démocratie. Parallèlement, il est aussi important de fournir un enseignement sur le respect des droits de l'homme dans l'administration de la justice dans les pays sous occupation étrangère car ces pays ont souvent tendance à remplacer les magistrats et les tribunaux par des juridictions d'exception qui ignorent les normes relatives aux droits de l'homme.

21. Le Rapporteur spécial précise qu'à l'avenir, ses rapports contiendront des principes directeurs sur le respect des droits de l'homme dans l'administration de la justice par tous les acteurs, non seulement les Etats et les ONG mais aussi d'autres titulaires de mandats relevant des procédures de la Commission.

22. M. KESSEDJIAN (Président-Rapporteur du Groupe de travail chargé d'élaborer un projet d'instrument normatif juridiquement contraignant pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées) dit que le Groupe de travail a tenu deux réunions depuis la précédente session de la Commission, une en septembre 2003, et l'autre en janvier 2004, qui ont permis d'effectuer des progrès importants dans l'élaboration de cet instrument. Tous sont conscients de l'extrême gravité du crime que constituent les disparitions forcées qui, dans certains cas, s'apparentent à un crime contre l'humanité. En niant l'existence même des victimes, ce crime viole tous les droits internationalement reconnus.

23. Le Président-Rapporteur se félicite que des familles de victimes, dont les associations ont aidé le Groupe de travail à comprendre le mode opératoire des criminels et proposé des principes directeurs pour aider la communauté internationale à éliminer ces pratiques abominables, assistent à la présente réunion. Il remercie également les nombreux Etats de tous les groupes régionaux dont les délégations ont participé à l'élaboration de cet instrument. Il rappelle que quarante projets ont été soumis à la session de janvier 2004 du Groupe de travail.

24. Le Groupe de travail a établi deux critères fondamentaux devant guider sa tâche : il a ainsi décidé de ne pas se pencher sur les détails insignifiants mais de se concentrer plutôt sur les aspects fondamentaux du problème afin de tendre à l'universalité sans pour autant faire de compromis inacceptables. Le Groupe de travail est aussi convenu que la responsabilité de la mise en œuvre de cet instrument repose en premier lieu sur les Etats eux-mêmes.

25. Il reste cependant de nombreuses questions non résolues, telles que la responsabilité des acteurs non-étatiques, la définition de ce qui constitue un crime contre l'humanité, et l'équilibre à respecter entre le respect de la vie privée et le droit à l'information. Un consensus s'est peu à peu dégagé au sein du Groupe de travail sur le fait que les décisions prises par les Etats ne doivent en aucun cas priver les victimes du droit à une réparation matérielle et morale.

26. D'autres questions difficiles ont trait au type d'instrument à élaborer – un protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques ou un instrument indépendant –, au type d'organe de surveillance nécessaire et à la question des plaintes individuelles. L'organe de surveillance qui sera éventuellement établi ne devrait être ni trop lourd ni trop coûteux et ne devrait pas rajouter inutilement aux obligations des Etats parties en termes de présentation de rapports. Cet organe devrait aussi servir de mécanisme d'alerte rapide afin de permettre à la communauté internationale de se mobiliser rapidement.

27. M. Kessedjian espère qu'un projet final recueillant un large assentiment pourra être soumis à la Commission à sa session suivante. Les familles des victimes, en particulier, attendent avec impatience les résultats des travaux du Groupe de travail. C'est pourquoi le projet de résolution sur les disparitions forcées qui sera présenté à la Commission prévoit que le Groupe de travail tiendra deux sessions supplémentaires.

28. M. LIGABO (Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression), présentant le rapport contenu dans les documents E/CN.4/2004/62 et Add.1- 4, dit que la liberté d'opinion et d'expression, outre qu'elle bénéficie d'un climat démocratique, contribue à l'émergence et à l'existence de systèmes démocratiques efficaces. Toutefois, la situation demeure sombre: les attaques des journalistes et des professionnels des médias, qui vont parfois jusqu'au meurtre, continuent de se produire dans de nombreux pays. Le plus souvent, ces crimes ne sont pas punis comme ils le devraient.

29. Le nombre de journalistes qui travaillent dans des zones de guerre a globalement augmenté parce que les technologies modernes permettent de couvrir instantanément l'événement. Mais si les reportages réalisés témoignent de la violence et de l'absurdité de la guerre, ils ne sont pas toujours équilibrés. Le Rapporteur spécial demande instamment aux médias de traiter les victimes et les prisonniers de guerre conformément aux droits de l'homme et aux normes humanitaires internationales.

30. Le Rapporteur spécial invite instamment les gouvernements à prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les journalistes de ces attaques, qu'elles émanent d'agents du gouvernement, des forces de maintien de l'ordre, de groupes armés ou de terroristes, et à assurer un environnement favorable à leurs activités. Si la Commission l'approuve, il se dit prêt à procéder à une étude approfondie de la question de la sécurité des journalistes, en particulier en situation de conflits armés, sur la base des informations dont disposent Les gouvernements et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales. Il propose également de rendre compte annuellement de l'impact des mesures antiterroristes sur le droit à la liberté d'opinion et d'expression, et de faire des recommandations à la Commission pour intervenir, chaque fois que nécessaire, en cas de violation patente de ce droit.

31. Le Rapporteur spécial estime, par ailleurs, que la concentration de grands groupes de presse, dans la mesure où ceux-ci occupent une position dominante sur le marché et sont entre

les mains d'un petit nombre d'entreprises, sont un obstacle au caractère pluraliste de l'information. Il encourage Les gouvernements à s'assurer que l'exercice de la liberté d'opinion et d'expression dans les médias est ouvert et accessible à divers acteurs de la société civile, aux communautés et minorités locales, et aux groupes vulnérables. Le Rapporteur spécial encourage et appuie les initiatives visant à contrôler la mise en oeuvre du droit à l'information et l'adoption d'un instrument au niveau mondial et/ou régional sur la question.

32. Le Rapporteur spécial regrette que le Sommet mondial sur la société de l'information, qui s'est tenu en décembre 2003, ait largement négligé les questions relatives aux droits de l'homme, en particulier le droit à la liberté d'opinion et d'expression. Il espère que la seconde phase du Sommet mondial sur la société de l'information, qui doit se tenir à Tunis en 2005, remédiera à ces lacunes.

33. Il rappelle qu'en 2003, il a signé ou co-signé 450 appels urgents et lettres adressées aux gouvernements concernant des allégations relatives à de graves violations des droits de l'homme, sur la base d'informations crédibles et fiables. Au 26 mars 2004, il avait signé 49 appels urgents et 140 appels urgents conjoints et transmis 12 lettres concernant des allégations relatives à des violations des droits de l'homme. Il remercie Les gouvernements qui ont répondu de manière détaillée à ces courriers.

34. Présentant son rapport sur sa mission en République islamique d'Iran en novembre 2003 (E/CN.4/2004/62/Add.2), le Rapporteur spécial indique qu'il a rencontré un grand nombre de membres du Gouvernement iranien et de représentants de la société civile et qu'il s'est rendu dans la prison d'Evin. Il se dit préoccupé cependant par les cas d'intimidation et les représailles exercées à l'encontre des personnes ayant accepté de coopérer avec lui, malgré l'engagement contraire qu'avait pris le Gouvernement.

35. M. Ligabo se félicite de la réforme du pouvoir judiciaire qui a permis de réintroduire l'institution des procureurs et d'identifier des peines de substitution à l'emprisonnement pour certains délits. Il exprime l'espoir que les autorités suivront les recommandations qu'il a formulées à cet égard dans son rapport.

36. En revanche, le Rapporteur spécial souligne qu'en ce qui concerne l'exercice effectif du droit à la liberté d'opinion et d'expression, la situation s'est détériorée ces dernières années du fait de l'accroissement du nombre de publications ayant cessé d'exister et de personnes arrêtées, poursuivies et condamnées pour avoir exprimé pacifiquement leur opinion. Il met également l'accent sur la répression systématique des personnes qui critiquent la doctrine politique et religieuse officielle et le fonctionnement des institutions, ainsi que sur le caractère disproportionné des peines prononcées.

37. En Iran, les réformes sont principalement freinées par le contrôle exercé par des organes non élus qui affectent les procédures gouvernementales, parlementaires et judiciaires. L'interprétation extrêmement restrictive des principes islamiques conduit souvent à des violations du droit à la liberté d'opinion et d'expression. La loi sur la presse, le Code pénal, et la loi sur les restrictions préventives contiennent des dispositions qui sont contraires aux normes internationales en matière de liberté d'opinion et d'expression, au droit à une procédure régulière, et au droit à la liberté et à la sécurité des personnes.

38. Le Rapporteur spécial indique que son rapport contient une série de recommandations et en particulier qu'il a invité les autorités à accorder une amnistie totale à tous les prisonniers

poursuivis ou condamnés pour délits de presse et d'opinion, étant donné que les cas de violation du droit à la liberté d'opinion et d'expression doivent donner lieu à des procédures civiles et non pénales.

39. Les événements qui se sont produits en Iran avant les élections de février ont confirmé la préoccupation du Rapporteur spécial quant au fait que les pouvoirs de veto accordés au Conseil des Gardiens concernant les candidats aux élections parlementaire, sur la base de critères subjectifs, puissent être utilisés pour pénaliser ceux qui ont ouvertement critiqué le régime. Ces pouvoirs ont nui au fonctionnement des institutions démocratiques du pays.

40. M. Ligabo indique que sa mission en Iran doit être considérée dans le cadre du processus de dialogue engagé entre les autorités iraniennes et les mécanismes des droits de l'homme des Nations Unies. Les autorités iraniennes devraient s'impliquer davantage dans ce dialogue et coopérer avec lui et le Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme afin de remédier aux problèmes identifiés et de mettre en œuvre les recommandations formulées par tous les experts des droits de l'homme.

41. Au cours de sa mission en Côte d'Ivoire en janvier 2004, le Rapporteur spécial a eu l'occasion de constater que la libre circulation d'opinions et d'idées objectives était encore difficile en raison d'un certain nombre de circonstances entourant la violence et l'incertitude. Bien que presque tous les interlocuteurs du Rapporteur spécial, quelle que soit leur affiliation politique, aient fondé de grands espoirs dans la réconciliation, les efforts de paix ont été vains, ce qui a nui au droit à la liberté d'opinion et d'expression. Bien que plusieurs médias nationaux et internationaux soient largement diffusés dans toute la Côte d'Ivoire, quasiment tous les médias nationaux sont sous le contrôle ou l'influence des grands partis politiques. La lutte contre l'impunité devrait être l'une des principales priorités politiques du pays, en particulier la mise en œuvre de l'accord de Linas-Marcoussis.

42. Le PRÉSIDENT invite les pays concernés à répondre à la présentation du Rapporteur spécial.

43. Mme FORERO UCROS (Observatrice de la Colombie) dit que ses observations se fondent sur le communiqué de presse publié par le Rapporteur spécial avant son départ de Colombie, étant donné que l'ensemble de son rapport ne sera pas examiné avant la soixante-et-unième session de la Commission. Elle fait part de la volonté de son pays de coopérer de manière constructive et transparente avec le Rapporteur spécial et espère que ses conclusions transmettront un message clair aux groupes armés illégaux qui menacent la démocratie, à savoir qu'ils doivent cesser de violer les droits de l'homme du peuple colombien, y compris le droit à la liberté d'opinion et d'expression.

44. Tout en se félicitant de la description de la Colombie en tant que pays de traditions ancestrales, l'Observatrice souligne que le journalisme et la liberté d'expression en font précisément partie. Le journalisme prospère depuis la proclamation de la République et, excepté pour une période de quatre ans dans les années 1950, la censure n'a plus cours dans le pays. La Colombie compte plusieurs journaux régionaux importants et dispose d'autres médias qui publient des articles d'opinion sur les questions intérieures et la politique gouvernementale.

45. La prédominance du trafic de drogues et la prolifération des groupes armés illégaux ont conduit à l'enlèvement et au meurtre de plusieurs journalistes et professionnels de l'information. Les professionnels des médias prennent chaque jour des risques pour informer le public ; ceux-ci ont bénéficié de la diminution générale de la violence due aux mesures sévères prises par le Gouvernement en ce sens.

46. M. BEKE DASSYS (Observateur de la Côte d'Ivoire) dit que la liberté d'opinion et d'expression est garantie par la Constitution ivoirienne. S'agissant de la presse, outre le cadre juridique régissant la profession, d'autres instruments ont été créés par les journalistes pour exercer librement leur profession, comme la Commission nationale de la presse. Cette Commission est une autorité indépendante chargée de veiller au respect par les journalistes de leurs obligations. M. Beke Dassys reconnaît que certains journalistes insuffisamment qualifiés ont été à l'origine de conflits parce que leurs points de vue étaient souvent trop partisans. Il indique cependant que le Président ivoirien a pris l'engagement de ne jamais entreprendre de poursuites pénales à l'encontre de journalistes pour délit de presse. Du reste, un projet de loi est actuellement examiné par le Parlement afin de dépénaliser ces délits. La Côte d'Ivoire dispose du cadre juridique et de la volonté politique nécessaires pour garantir le droit à la liberté d'opinion et d'expression. Les cas considérés comme des entraves à ces droits sont le fait de la crise actuelle que connaît le pays. La Côte d'Ivoire remercie la communauté internationale pour tous les efforts qu'elle n'a cessé de fournir pour trouver un règlement au conflit mais souhaite qu'elle s'implique davantage dans la recherche des voies et moyens permettant de sortir de la crise.

47. M. MOJTAHED SHABESTARI (Observateur de la République islamique d'Iran) dit que bien que sa délégation n'approuve pas toutes les conclusions du Rapporteur spécial, elle estime que sa visite en Iran et le rapport qu'il a rédigé à l'issue de celle-ci a créé la dynamique nécessaire à un échange fructueux aux termes duquel les autorités se sont engagées à prendre des mesures effectives au niveau local et qui a permis au Rapporteur spécial de se familiariser peu à peu avec les composantes de la société iranienne. La Commission devrait noter que le rapport du Rapporteur spécial a reçu une attention considérable de la part du public, de la presse, et des autorités du pays et que le Gouvernement est déterminé à encourager le dialogue préconisé aux niveaux national et international. Le Gouvernement iranien est également disposé à travailler étroitement et effectivement avec le Rapporteur spécial sur la base de ses recommandations et conclusions.

48. La délégation iranienne approuve les recommandations du Groupe de travail sur la détention arbitraire et a pris plusieurs mesures depuis juin 2003 qui s'inspirent de ses recommandations. Les tribunaux révolutionnaires ne sont désormais plus compétents pour se prononcer sur les délits de presse, ceux-ci incombant aux instances pénales provinciales. Un panel constitué de trois magistrats est chargé de juger les délits de presse et la Cour suprême habilitée à connaître des recours introduits. La mise à l'isolement a été abolie et un projet de loi a été élaboré afin de remplacer l'emprisonnement par des amendes et des travaux d'intérêt général pour le non-paiement de dettes.

49. Le PRÉSIDENT invite les pays qui le souhaitent à prendre la parole dans le cadre du dialogue interactif au sujet du rapport du Rapporteur spécial sur le droit à la liberté d'opinion et d'expression.

50. M. NORMANDIN (Observateur du Canada) se félicite que le Rapporteur spécial ait mis l'accent sur la mort tragique du photo-journaliste canadien alors qu'il effectuait un reportage en

Iran. Tout en reconnaissant la volonté du Gouvernement iranien de faciliter la visite du Rapporteur spécial, M. Normandin souligne que ces visites ne sont pas une fin en soi et devraient être au contraire le point de départ d'un changement véritable. La volonté politique de l'Iran de garantir la liberté d'opinion et d'expression a été contrecarrée par des organismes non élus qui n'ont pas à rendre de comptes à la population. Dans son rapport, le Rapporteur spécial a évoqué les représailles politiques dont font l'objet les membres du Majlis pour avoir critiqué l'ordre établi ou encouragé les réformes. De plus, un grand nombre de personnes en Iran et à l'étranger ont fait part de la préoccupation que leur inspire la disqualification d'un grand nombre de candidats aux élections. M. Normandin relève la volonté de coopération affichée par la délégation mais souhaite savoir si les autorités iraniennes ont pris des mesures, à l'issue de la publication du rapport, pour remédier à cette situation.

51. Mme WHELAN (Irlande), s'exprimant au nom des Etats Membres de l'Union européenne, demande au Rapporteur spécial d'indiquer quelles mesures spécifiques sont selon lui à même de garantir la sécurité des journalistes qui effectuent des reportages dans des situations de conflit armé. Par ailleurs, étant donné que la propagation rapide du VIH/sida a été favorisée par le refus de certains gouvernements de mener des campagnes d'information sur la maladie et ses modes de prévention, il serait intéressant de savoir ce qu'il est possible de faire pour aider les gouvernements à comprendre que l'éducation préventive et l'information doivent être des priorités. S'agissant de la création d'organes administratifs indépendants dotés de ressources adéquates, la représentante indique que l'Union européenne souhaite savoir si les pays peuvent être aidés à se doter de tels organes.

52. M. VIGNY (Observateur de la Suisse) souhaite que le prochain rapport du Rapporteur spécial traite davantage de l'incidence des technologies modernes de l'information et de la communication sur la liberté d'expression.

53. M. UMER (Pakistan) dit que sa délégation partage les préoccupations du Rapporteur spécial sur les dangers auxquels sont confrontés les journalistes travaillant dans les zones en guerre et appuie sa recommandation au sujet de la réalisation d'une étude approfondie sur la situation des journalistes dans les zones de conflits armés. M. Umer espère que les difficultés auxquelles sont confrontées les journalistes dans les territoires occupés seront également discutées et souhaite connaître le point de vue du Rapporteur spécial sur les responsabilités des journalistes.

54. M. REYES RODRÍGUEZ (Cuba) partage la préoccupation du Rapporteur spécial au sujet de la concentration de groupes de presse privés. Il estime que l'impact du déséquilibre général des flux d'information sur le respect de la liberté d'opinion et d'expression devrait être aussi étudié car les Etats du Sud ne font que recevoir des informations formatées par les pays du Nord. Le Rapporteur spécial devrait également s'intéresser à la liberté d'opinion et d'expression dans le monde en développement, et notamment à l'utilisation de la radiodiffusion, de la télévision et d'autres médias audiovisuels dans le domaine de l'éducation. Il conviendrait également d'analyser la situation des journalistes dans les conflits armés, en particulier en Iraq, et notamment le recours à la censure et les risques vitaux que courent les journalistes tant européens que locaux.

55. M. TORO JIMÉNEZ (Observateur du Venezuela) est favorable à la réalisation d'une étude approfondie sur les responsabilités des journalistes et souhaite que les prochains rapports mettent l'accent sur le rôle des médias privés.

56. M. LIGABO (Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression), répondant à la délégation canadienne, dit que les autorités iraniennes ont manifesté leur intention de coopérer étroitement avec la Commission et de prendre des mesures pour remédier aux problèmes identifiés dans son rapport de mission. Quant aux garanties de cet engagement, il revient à la délégation iranienne de s'exprimer sur la question, si elle le souhaite.

57. S'agissant des préoccupations de l'Union européenne sur le VIH/sida, le Rapporteur spécial rappelle qu'il a accordé une place importante dans son précédent rapport aux mesures prises au niveau national pour communiquer et informer sur cette maladie. Il reste cependant beaucoup à faire puisque certaines victimes de la pandémie continuent de subir des discriminations.

58. Répondant aux préoccupations formulées par les représentants de Cuba, du Pakistan et du Venezuela, le Rapporteur spécial dit que le présent rapport suggère à la Commission d'approuver la réalisation d'une étude approfondie sur le rôle des journalistes dans les conflits armés, y compris leurs responsabilités. Il appuie le point de vue de la délégation du Pakistan quant à la nécessité de procéder à un libre échange d'idées, ayant constaté que certains professionnels des médias, en particulier en Côte d'Ivoire, avaient usé de leur position pour inciter à la haine et à l'amertume. Les journalistes doivent néanmoins continuer d'être protégés quand ils travaillent dans la légalité.

59. La concentration de groupes de presse est en effet un autre sujet préoccupant dans plusieurs pays, notamment en Amérique latine où les gangs armés et les délinquants ont décidé de s'unir pour traquer les journalistes.

60. Le PRÉSIDENT invite les Membres de la Commission à poursuivre l'examen du point 11 de l'ordre du jour.

61. M. DU Zhongxing (Chine) dit qu'il n'existe pas de modèle unique pour la réalisation des droits civils et politiques, laquelle est un processus graduel qui est fonction du niveau global de développement social. Chaque pays devrait évaluer les progrès qu'il a réalisés et que d'autres ont effectué sur la base du stade de développement et du contexte historique du pays concerné. Il n'existe pas de pays parfait en la matière et la Commission devrait être une de dialogue et d'échange d'exemples de bonnes pratiques en la matière. La réalisation des droits civils et politiques ne peut se faire sans les ressources adéquates et sans des capacités nationales renforcées. L'éducation dans le domaine des droits de l'homme, la formation des fonctionnaires chargés de l'application des lois, l'offre d'une assistance judiciaire, et la tenue d'élections locales nécessitent des ressources et c'est pourquoi les droits civils et politiques sont étroitement liés aux droits économiques, sociaux et culturels et au droit au développement. La communauté internationale devrait soutenir davantage les pays en développement et leur accorder une assistance technique plus importante en vue de leur permettre de renforcer leurs capacités. Conformément aux articles 19 à 22 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, il convient de rappeler que les droits et obligations sont étroitement liés et indivisibles et qu'il ne peut être accordé plus d'importance aux uns qu'aux autres.

62. Plusieurs mesures ont été prises par le nouveau Gouvernement chinois depuis sa désignation en 2003, et un certain nombre d'entre elles ont été mises en œuvre pour promouvoir et protéger les droits civils et politiques, comme l'aide et l'assistance aux mendiants et aux sans-abri, s'ils le souhaitent. En vertu de la réglementation en matière d'aide juridictionnelle, le Gouvernement a le devoir de fournir une assistance aux personnes défavorisées faisant l'objet de poursuites ; les institutions chargées de l'application des lois se sont également efforcées d'être plus accessibles au public.

63. Le Congrès national du peuple a adopté un amendement à la Constitution disposant que l'Etat respecte et protège les droits de l'homme, ce qui témoigne de la détermination du Gouvernement à respecter les droits de l'homme. Le Gouvernement chinois souhaite approfondir le dialogue et la coopération avec la communauté internationale sur la base de l'égalité et du respect mutuel. Les Etats-Unis prétendent être un modèle en matière de protection des droits de l'homme alors qu'en réalité ce sont eux qui battent le record mondial de détention d'armes à feu, qui ont le taux le plus élevé de criminalité et de violences policières, et où les conditions de détention sont les plus mauvaises. La loi Patriot, adoptée après les événements du 11 septembre 2001, contient de nombreuses dispositions qui violent les droits et les libertés des citoyens, en particulier des minorités. Plusieurs autres textes législatifs et certains incidents ont amplement démontré que de graves lacunes existent aux Etats-Unis dans le domaine des droits civils et politiques, ce que le Gouvernement de ce pays devrait reconnaître et s'efforcer de rectifier.

64. M. PURI (Inde) dit que même si la population de l'Inde élira librement ses représentants aux prochaines élections, cette liberté, dont la réalisation de presque tous les autres droits civils et politiques dépend, est refusée à beaucoup de peuples. La démocratie est le régime de plus d'un milliard d'Indiens et les institutions sur lesquelles elle repose ont des fondations solides. Aucun pays ne devrait accepter de système dans lequel les citoyens ne sont pas tous égaux devant la loi.

65. Les droits civils et politiques sont la pierre maîtresse de l'édifice international des droits de l'homme. Ces droits affectent pratiquement tous les aspects de la vie et façonnent les nations. L'Inde n'a jamais accepté l'argument selon lequel il existerait un compromis implicite entre les droits civils et politiques et les droits économiques, sociaux et culturels. La démocratie, ses valeurs, et ses principes ne sont pas un obstacle à la lutte contre la pauvreté ni au développement ; c'est au contraire le seul cadre durable et viable permettant d'assurer le bien-être des peuples. C'est pourquoi l'Inde s'efforce de promouvoir ces deux ensembles de droits comme un tout diversifié.

66. Dans son rapport (E/CN.4/2004/56), le Rapporteur spécial sur la torture se dit préoccupé que l'Inde ne l'ait pas invité à se rendre dans le pays. Or, l'engagement d'un pays envers les droits de l'homme ne peut être mesuré en fonction de la rapidité à laquelle il répond à une demande d'invitation. Il serait d'ailleurs présomptueux de croire que les sociétés démocratiques ne pourraient prendre les mesures voulues pour remédier aux violations des droits de l'homme sans l'aide d'un rapporteur spécial.

67. Aucune cause, aucune religion ou idéologie ne justifie le terrorisme dont l'Inde est victime depuis 20 ans. Les démocraties doivent, partout, s'opposer à cette menace internationale et traiter les Etats qui encouragent le terrorisme comme les parias du monde.

68. Les mécanismes des droits de l'homme, les procédures spéciales, et les instruments internationaux qui ont été élaborés au fil du temps doivent à ce stade être rationalisés. La tendance à la duplication dessert la cause des droits de l'homme. L'Inde estime également que les Etats assurent la promotion et la protection des droits civils et politiques s'ils ont la volonté politique de le faire et qu'il n'existe pas de substitut au renforcement des capacités nationales.

69. M. BARREIRA PERROTTA (Paraguay) dit que son Gouvernement reconnaît le lien qui existe entre le renforcement de la démocratie et de la primauté du droit et la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Des progrès significatifs ont été faits à cet égard au Paraguay depuis le rétablissement de la démocratie en 1989. Les élections présidentielles d'avril 2003 ont été qualifiées d'exemplaires et considérées comme transparentes et pleinement participatives. La liberté d'expression et la liberté de la presse ont été élargies et les principes établis dans les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, dont la plupart ont été ratifiés par le Paraguay, ont été incorporés dans la Constitution et la législation nationales. Un exposé détaillé de la situation est présenté dans le deuxième rapport périodique que le Paraguay transmettra prochainement au Comité des droits de l'homme.

70. Le Gouvernement du Paraguay est fermement décidé à faire triompher la vérité et la justice concernant les violations des droits de l'homme commises au cours des 35 années de dictature. Les juridictions pénales ont à de nombreuses occasions invoqué les dispositions figurant dans des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et une jurisprudence importante en matière de réparation a été élaborée en droit civil. La création, il y a peu, de la Commission justice et vérité chargée d'enquêter sur les violations des droits de l'homme commises durant la dictature a constitué une avancée majeure. Le Gouvernement a également demandé à la Commission des droits de l'homme de rendre publics tous les documents relatifs au Paraguay qui ont été examinés entre 1978 et 1990 au titre de la procédure 1503.

71. Le droit au recours et à l'indemnisation sont des éléments indispensables de la quête de vérité et de justice. Le Paraguay appuie par conséquent la finalisation « des principes fondamentaux et des directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations du droit international relatif aux droits de l'homme et du droit international humanitaire ». Une loi reconnaissant le droit des victimes de la dictature à une indemnisation entrera prochainement en vigueur au Paraguay.

72. M. BELASHOV (Ukraine) dit que son Gouvernement est déterminé à renforcer les institutions chargées de veiller au respect de la primauté du droit et à mieux protéger les droits de l'homme au niveau national. L'Ukraine s'efforce également de mettre sa législation nationale en conformité avec les instruments relatifs aux droits de l'homme auxquels il est partie et coopère d'ailleurs étroitement avec les organisations et institutions internationales actives dans le domaine des droits de l'homme et du droit humanitaire.

73. L'Ukraine a entamé un processus de réforme de son système judiciaire et des autorités chargées de veiller au respect des lois afin de garantir l'indépendance des juges et d'empêcher toute ingérence dans l'administration de la justice. Des amendements importants ont été apportés à la législation et de nouvelles lois ont été adoptées à cette fin.

74. L'Ukraine appuie les mesures concrètes et les recommandations figurant dans le rapport du Secrétaire général sur les droits de l'homme dans l'administration de la justice, en

particulier dans les États sortant d'un conflit et en ce qui concerne la justice pour mineurs (E/CN.4/2004/51) et reconnaît l'importance de l'assistance technique apportée par le système des Nations Unies dans ce domaine. L'Ukraine est également favorable aux activités menées par les institutions de l'ONU pour développer des programmes de coopération technique, offrir une assistance et proposer des services de formation.

75. En coopération étroite avec les organes internationaux de lutte contre la torture, l'Ukraine a continué d'adopter des mesures législatives et pratiques pour améliorer les conditions de détention. Un événement important à cet égard a été la récente entrée en vigueur du nouveau Code pénal qui régit l'exécution des jugements rendus par les juridictions pénales et d'une loi normative visant à accroître la participation publique au processus de réinsertion sociale.

76. M. ROMANOV (Fédération de Russie) dit que la mise en œuvre effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales constitue une priorité importante de la politique intérieure et étrangère russe. La Fédération de Russie, qui a récemment soumis son cinquième rapport périodique au Comité des droits de l'homme au titre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, accueille favorablement ses observations et recommandations.

77. M. Romanov indique qu'une réforme complète du système judiciaire a été entreprise afin, notamment, de garantir l'indépendance et l'impartialité du pouvoir judiciaire, l'égalité de tous devant la loi, et la présomption d'innocence. L'attachement inébranlable de la Fédération de Russie à ces principes l'a conduit à présenter un projet de résolution sur l'intégrité du pouvoir judiciaire. Dans le cadre des efforts déployés pour garantir la réalisation des droits civils et politiques, le Gouvernement a également coopéré étroitement avec les procédures spéciales de la Commission et les organes conventionnels de l'ONU.

78. Bien qu'elle approuve les efforts du Groupe de travail sur les disparitions involontaires ou forcées en vue de préparer un instrument juridiquement contraignant pour protéger les individus contre ce type de pratiques, la Fédération de Russie estime qu'un travail considérable reste à effectuer. La Fédération de Russie espère que le document qui sera élaboré constituera le fondement d'un protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et soutient donc la proposition visant à ce que le Groupe de travail tienne des consultations informelles sur cette question fin 2004.

79. M. Romanov dit par ailleurs qu'il n'existe pas de recette universelle pour construire une société démocratique. Les tentatives d'exportation de la démocratie ou son imposition par la force ne font que saper le concept de développement démocratique. Toutes les mesures prises dans ce sens doivent être conformes aux principes universellement reconnus du droit international.

80. Le représentant rappelle que cinq années se sont écoulées depuis le début des bombardements du territoire de la République Fédérale de Yougoslavie par les forces de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), effectués en violation de la Charte des Nations Unies. C'est en grande partie grâce aux efforts de la Fédération de Russie qu'il a été mis un terme aux interventions militaires et que la situation a été confiée aux Nations Unies, ce qui a permis l'adoption à l'unanimité de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité qui a établi les principes du règlement de la question du Kosovo.

81. Malheureusement, la situation au Kosovo demeure problématique. Il est difficile d'envisager une solution à long terme qui tienne compte des droits de toutes les personnes qui y résident, indépendamment de leur appartenance ethnique. Nombre de Serbes du Kosovo vivent actuellement dans des conditions qui ne permettent pas de satisfaire leurs besoins fondamentaux. Les autorités russes ont fourni des tentes, de la nourriture, et des médicaments à ceux qui en ont le plus besoin.

82. La force multinationale dirigée par l'OTAN, qui a pris la responsabilité de maintenir la sécurité et l'ordre au Kosovo et d'y faire régner la loi, a affirmé que la vie reprenait son cours au Kosovo. Or, la situation a à l'évidence basculé dans une barbarie médiévale caractérisée par les assassinats et la destruction d'habitations et de lieux de culte. Le fait que la question du règlement du Kosovo soit virtuellement dans l'impasse complique le processus de règlement engagé dans d'autres pays de l'Ex-République de Yougoslavie, y compris en Bosnie-Herzégovine.

83. La communauté internationale doit faire tout son possible pour que le règlement de la question du Kosovo reprenne une voie politique normale. La présence internationale dans la région doit mettre l'accent sur la mise en œuvre intégrale et impartiale de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité qui demeure la seule base légale du règlement de la question. Ce n'est qu'à ce stade qu'il sera possible d'examiner les moyens d'aller de l'avant.

84. M. MARTABIT (Chili) dit que bien que la tâche soit difficile, le peuple du Chili a reconnu la nécessité d'établir la vérité et de faire triompher la justice en accordant une indemnisation aux victimes. Le Gouvernement chilien appuie par conséquent les travaux du Groupe de travail sur les disparitions involontaires ou forcées et participe activement à l'élaboration d'un instrument international juridiquement contraignant définissant les disparitions forcées comme un crime contre l'humanité, interdisant l'amnistie de ce type de crimes, et institutionnalisant l'imprescriptibilité de ceux-ci. Le refus de l'impunité est l'élément central de ce nouvel instrument.

85. Pour renforcer la lutte contre l'impunité à tous les niveaux, il importe de concrétiser le principe selon lequel les victimes des violations des droits de l'homme ont droit à une réparation équitable. Un projet de résolution visant à finaliser rapidement les Principes fondamentaux et directives concernant le droit au recours et à la réparation des victimes de violations du droit international relatif aux droits de l'homme et du droit international humanitaire sera soumis à la Commission à la présente session.

86. Le Chili est convaincu que seule la reconnaissance des violations des droits de l'homme commises ces 30 dernières années permettra de construire un régime démocratique solide. Depuis le rétablissement de la démocratie en 1990, la politique chilienne en matière de droits de l'homme est fondée sur trois piliers : vérité, justice, recours. Une Commission contre la torture et la détention politique a été établie afin d'indemniser tous ceux qui ont été opprimés par des agents de l'Etat en raison de leur opinion politique pendant les années de dictature. Le Chili est convaincu qu'un régime démocratique offre la meilleure garantie de réalisation et de développement des droits de l'homme et est disposé à partager son expérience de manière constructive.

87. Le Groupe d'organisation de la communauté des démocraties s'est réuni récemment à Genève afin d'encourager à nouveau les efforts visant à promouvoir les valeurs de tolérance et

l'attachement au pluralisme. Les délégations du Groupe d'organisation présenteront plusieurs résolutions à la Commission.

88. M. UMER (Pakistan) dit que bien que sa délégation soit favorable aux critiques constructives, elle déplore les déclarations qui trouvent leur source et un soutien auprès de groupes qui visent uniquement à calomnier le Gouvernement pakistanais à des fins politiques. Les droits civils et politiques occupent une place centrale dans la Constitution pakistanaise et le Gouvernement est parfaitement conscient de ses obligations constitutionnelles. Le Pakistan, qui a adopté un programme ambitieux dans plusieurs domaines clefs, y compris la restauration d'un véritable régime démocratique et le plein respect des droits civils et politiques, est conscient du fait que l'institutionnalisation de ces droits relève d'un processus graduel. Aucun Etat ne peut prétendre avoir atteint le plus haut degré possible à cet égard. Pour autant, le Pakistan progresse avec détermination vers la réalisation de son objectif.

89. Les efforts déployés ces quatre dernières années ont permis de revitaliser les institutions fondamentales du pays. Un nombre record de femmes et de membres des communautés autochtones siègent désormais au Parlement et la création de conseils locaux a permis d'autonomiser les populations au niveau local.

90. Le programme Accès à la Justice, qui a été doté de 350 millions de dollars et est mené en coopération avec la Banque asiatique de développement, constitue l'un des objectifs prioritaires de l'amélioration du système d'administration de la justice. Il vise, notamment, à renforcer la capacité infrastructurelle du système judiciaire et la formation des juristes.

91. Le Gouvernement a également décidé de professionnaliser les forces de l'ordre et d'en faire une institution responsable, à l'écoute du public. Des efforts sont faits pour sensibiliser la police, le pouvoir judiciaire, et d'autres secteurs administratifs publics aux questions relatives aux droits de l'homme, à tous les niveaux.

92. Le champ de la liberté d'opinion et d'expression a été élargi et s'applique désormais également aux médias électroniques. Toutes les questions d'ordre politique, religieux, économique, et social sont ouvertement débattues et l'accès à l'Internet se développe rapidement.

93. Bien que ses ressources limitées aient empêché le Pakistan de mettre le système pénitentiaire en conformité avec les normes internationales, tout a été fait pour qu'il soit subvenu correctement aux besoins fondamentaux des détenus. Le Gouvernement n'oublie pas les préoccupations de la communauté internationale concernant le recours toléré à la torture et a pris bonne note des préoccupations exprimées à cet égard par les détenteurs de mandats relevant des procédures spéciales de la Commission. Cependant, les mécanismes des droits de l'homme doivent impérativement être objectifs, impartiaux, et neutres. Le Gouvernement envisage également de mettre en œuvre des programmes de formation et d'adopter des mesures institutionnelles adaptées pour empêcher les violations des droits de l'homme.

94. La situation des droits civils et politiques au Pakistan doit être évaluée compte tenu de sa situation en matière de sécurité. Des forces extrémistes ont entrepris de déstabiliser le pays et commettent des tueries aveugles et des opérations de sabotage qui visent aussi les membres des minorités. Le Gouvernement, qui est résolu à veiller à ce que les responsables de ces exactions

soient punis et les victimes indemnisées, a décidé d'adopter des mesures pour améliorer la sécurité et mettre fin à la violence.

95. La création d'un ordre démocratique international équitable est la condition sine qua non du succès des efforts internationaux pour promouvoir la démocratie et la bonne gouvernance. Les véritables démocraties ne permettent pas la violation des droits de l'homme, et moins encore l'occupation et la persécution systématique et organisée des minorités. La Commission ne devrait pas tolérer que de telles injustices flagrantes passent inaperçues.

96. M. HARIYADHI (Indonésie) dit que bien qu'il incombe avant tout aux Etats de promouvoir et de protéger les droits de l'homme, il faut rappeler l'importance cruciale d'une coopération véritable et constructive au niveau international dans ce domaine. Au niveau national, seule l'existence d'une législation complète et effective et d'un cadre institutionnel adéquat peut garantir l'exercice des droits civils et politiques. C'est pourquoi le Gouvernement indonésien a entrepris une réforme juridique et institutionnelle et mis en œuvre un processus de démocratisation de la société à tous les niveaux.

97. L'un des résultats les plus notables de ce processus de réforme a été l'amélioration du système de contrôle des autorités exécutives, législatives et judiciaires. En outre, des efforts concertés sont déployés pour promouvoir la liberté de la presse et encourager la tolérance et la liberté religieuse et d'opinion. Des mesures ont été prises pour éliminer toutes les formes de discrimination, prévenir la torture, et protéger les minorités et les populations vulnérables. Une attention particulière est accordée à l'éducation et à la sensibilisation aux droits de l'homme des responsables gouvernementaux.

98. L'autre politique importante qui a eu des conséquences directes sur la protection des droits civils et politiques porte sur la décentralisation du système de gouvernance grâce à la loi d'autonomie régionale. Désormais, les populations locales prennent davantage part au processus de décision. Les provinces d'Aceh et de Papouasie jouissent d'un niveau très large d'autonomie dans tous les domaines autres que la défense, la politique étrangère, et les questions monétaires et judiciaires.

99. L'Indonésie est déterminée à progresser dans le domaine des droits civils et des libertés fondamentales mais ses efforts ont été entravés par les manœuvres terroristes de groupes séparatistes armés, en particulier dans certaines zones de la province d'Aceh. Les exactions qu'ils ont commises sont contraires aux principes fondateurs de l'Indonésie en tant que nation multiethnique, multiconfessionnelle, et pluraliste.

100. L'Indonésie œuvre à la réalisation de ses objectifs sous la vigilance d'un Parlement fort, de médias nationaux critiques, et d'institutions dynamiques de protection des droits de l'homme. Il est par conséquent regrettable que certains pays aient été induits en erreur par des rapports partiels mettant uniquement l'accent sur les questions de sécurité. Ces rapports ont omis d'indiquer que les violations des droits de l'homme sont sanctionnées par des procédures judiciaires régulières mais aussi d'autres composantes de la stratégie conjuguée du Gouvernement, telle que le respect de la loi et de l'ordre. Le Gouvernement n'en continuera pas moins de mettre en œuvre le processus de réformes engagé et de promouvoir les droits de l'homme. L'Indonésie est consciente des défis à relever mais n'hésitera pas à résoudre les problèmes qui demeurent.

101. M. HERNANDEZ-BASAVE (Mexique) indique que dans l'affaire Avena et autres ressortissants mexicains, la Cour Internationale de Justice a jugé, dans un arrêt récent, que les 51 ressortissants mexicains condamnés à la peine de mort aux Etats-Unis n'ont pas été informés de leurs droits en tant que détenus, ce qui est contraire à l'article 36 de la Convention de Vienne sur les Relations consulaires, et qu'ils n'ont pas reçu l'assistance prévue par cette Convention. Par cet arrêt, la Cour a réaffirmé que les Etats sont tenus de respecter le droit à un jugement équitable et d'appliquer les décisions de justice. Le Gouvernement mexicain fera tout ce qui est son pouvoir pour que le jugement de la Cour soit appliqué à ses ressortissants qui risquent la peine de mort.

102. La protection des droits civils et politiques a joué un rôle essentiel dans les efforts déployés par le Gouvernement mexicain pour consolider la démocratie. Considérant que la démocratie est l'affaire de tous, le Mexique a mis en place de nouveaux modes de gouvernement participatif, l'objectif étant de veiller à ce que le système de justice condamne l'impunité et garantisse une protection contre la détention arbitraire, la torture, et les disparitions forcées. En coopération avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, des réformes juridiques ont été introduites pour faciliter le recours aux dispositions des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme. Le Mexique a également signé récemment le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres traitements cruels, inhumains ou dégradants.

103. Les Nations Unies devraient créer des mécanismes pour prévenir les violations des droits de l'homme et y répondre lorsque celles-ci sont avérées. Le Gouvernement mexicain, qui joue un rôle actif dans le processus d'élaboration d'un instrument juridiquement contraignant contre les disparitions forcées, exhorte la communauté internationale à appuyer cette initiative. En vertu des obligations internationales qui leur incombent, les Etats devraient garantir aux victimes de violations des droits de l'homme le droit à une indemnisation adéquate.

104. M. VEGAS TORRES (Pérou) dit qu'en août 2003, la Commission péruvienne Vérité et Réconciliation a remis son rapport final sur les violations des droits de l'homme commises durant les années 1980-2000. Se fondant sur 17 000 dépositions, la Commission a conclu qu'au total, 69 280 personnes étaient mortes ou portées disparues au cours de la période considérée, que le Sentier lumineux (*Sendero Luminoso*) était responsable du décès de plus de la moitié de ces victimes, et que les membres des forces armées avaient commis des exactions alors qu'ils étaient chargés du maintien de l'ordre. En novembre 2003, le Gouvernement a adopté une Stratégie de réconciliation nationale qui comprend des mesures de lutte contre l'impunité, pour l'identification des victimes, l'octroi d'une indemnisation, et l'accélération du développement dans les zones touchées par la violence. Un Comité de haut-niveau a été établi, présidé par le Premier-Ministre, et chargé de veiller à la mise en œuvre de cette Stratégie.

105. Les principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations du droit international relatif aux droits de l'homme et du droit international humanitaire, élaborés sous l'égide de la Commission, ont été très utiles au processus national de vérité et de réconciliation. La Commission devrait adopter ces principes courant 2005. Le Pérou est entièrement favorable à l'élaboration d'un instrument normatif juridiquement contraignant pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

106. Le Pérou ne ménage aucun effort pour susciter l'avènement d'une démocratie davantage participative en vue de garantir l'entière réalisation des droits de l'homme, l'accès aux services de base, et une amélioration notable du niveau de vie. Ces objectifs nécessitent une volonté politique forte mais requièrent aussi le soutien de la communauté internationale. Le Pérou est par conséquent favorable à la création d'un groupe de coordination des pays démocratiques au sein de la Commission. Le Pérou et la Roumanie ont, du reste, décidé de mener des négociations en vue de soumettre à la courante session de la Commission un projet de résolution sur la démocratie et les droits de l'homme.

107. M. AYALOGU (Nigéria) dit que son pays, qui est entré depuis peu dans l'ère démocratique, est déterminé à créer un ordre social facilitant la pleine réalisation des droits de l'homme. A cette fin, le Gouvernement a introduit plusieurs réformes judiciaires et législatives, y compris des mesures visant à garantir la liberté de la presse. Les victimes de violations de leurs droits constitutionnels sont habilitées à demander la réparation juridique correspondante. Le Nigéria s'est également engagé à empêcher les détentions arbitraires, la torture, les exécutions extrajudiciaires et les disparitions forcées. Le Gouvernement n'épargne aucun effort pour garantir l'indépendance du pouvoir judiciaire en améliorant notamment les conditions de travail des juges et réformer le système pénitentiaire.

108. Les dispositions constitutionnelles concernant la peine de mort sont en cours de réexamen. Un moratoire partiel sur les exécutions capitales a été déclaré et aucune exécution capitale n'a eu lieu depuis huit ans. Le Président et les Gouverneurs provinciaux sont habilités à amnistier les condamnés à mort. Un important programme national d'action a été lancé afin de lutter contre l'épidémie du VIH/sida qui comprend, notamment, des campagnes de sensibilisation, des mesures éducatives et préventives, et la fourniture de soins et d'un soutien aux personnes infectées.

109. Le Gouvernement nigérian s'est engagé à renforcer les institutions des droits de l'homme afin d'éliminer la corruption qui mine la structure sociale et prive les sociétés de la détermination et des ressources nécessaires à un développement durable. Le représentant demande instamment à la communauté internationale de soutenir la lutte mondiale contre la corruption sous toutes ses formes.

110. M. CHIARADIA (Argentine) indique que le passage récent à la démocratie en Argentine a été renforcé par l'incorporation des normes internationales relatives aux droits de l'homme dans la législation nationale. Depuis 2003, le système judiciaire est habilité à connaître des demandes d'extradition des agents de l'ancien régime militaire soupçonnés d'avoir violé les droits de l'homme. Les lois du "Point final" et du "Devoir d'obéissance" qui ont effectivement amnistié les agents de l'Etat du régime militaire, ont été toutes deux abrogées. Cela a permis de rouvrir un nombre important d'affaires, d'incarcérer plusieurs suspects, et de mener des enquêtes sur plusieurs cas de terrorisme d'Etat, y compris les disparitions forcées, la torture, et les exécutions sommaires. Des mesures ont été prises pour identifier et, le cas échéant, retrouver les enfants des victimes de disparitions forcées. Des archives ont été créées afin d'enregistrer les témoignages et de réunir des informations sur les violations systématiques des droits de l'homme commises sous le précédent régime.

111. M. Chiaradia indique que son Gouvernement juge prioritaire à la prompt élaboration d'un instrument juridiquement contraignant sur la protection contre les disparitions forcées et demande instamment à la Commission d'apporter son plein appui au Groupe de travail chargé de cette question. Le représentant appuie également l'adoption des principes fondamentaux et

directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations du droit international relatif aux droits de l'homme et du droit international humanitaire.

112. La politisation de certaines questions et la tendance à formuler des accusations de manière sélective ont nui à l'efficacité de la Commission. Il est donc essentiel de poursuivre des objectifs communs et de limiter les différences de vues aux moyens d'atteindre ces objectifs. Le rapport intitulé «Renforcement de l'efficacité des mécanismes de la Commission des droits de l'homme», adopté par la décision 2000/109, constitue un bon point de départ pour renforcer la crédibilité de la Commission.

113. M. OULD MOHAMED LEMINE (Mauritanie) dit que l'indivisibilité des droits de l'homme est désormais largement reconnue. Bien que le progrès économique et social constitue le défi majeur auquel est confrontée la Mauritanie, elle accorde néanmoins une grande importance aux droits civils et politiques. La Constitution nationale stipule que la liberté, l'égalité, et la dignité de l'homme ne peuvent être assurées que dans une société qui consacre la primauté du droit. L'indépendance du pouvoir judiciaire est garantie par la loi et la justice est accessible à tous. Les juges bénéficient régulièrement de formations et leur salaire a été récemment doublé. La loi garantit les droits de la défense et les justiciables démunis bénéficient d'une assistance judiciaire gratuite. L'Ordre national des avocats constitue une composante essentielle des mécanismes judiciaires et une garantie importante pour les droits de la défense et la promotion des droits de l'homme. Le Barreau de Mauritanie exerce sans aucune entrave la mission qui est la sienne. Le droit à la liberté d'expression est pleinement garanti car l'information est un outil essentiel de développement économique et social. Des dizaines de revues et de journaux paraissent régulièrement et concourent au foisonnement d'idées qui alimente et enrichit la vie sociale mauritanienne.

114. M. MENGA (Congo) dit que les droits civils et politiques confèrent à leurs titulaires la liberté, l'égalité, et la dignité et qu'ils contribuent à la dignité de la personne humaine. La Constitution du 20 janvier 2002 proclame l'attachement du peuple congolais aux principes des droits de l'homme consacrés dans les instruments juridiques internationaux. Le Gouvernement a pris des mesures pour améliorer l'administration de la justice et privilégie une justice indépendante, accessible, et efficace. L'indépendance des juges est garantie par le Conseil supérieur de la Magistrature. Les pouvoirs publics s'efforcent de rapprocher la justice des justiciables en organisant, avec le concours de partenaires internationaux, des séminaires, des colloques et des conférences pour faire connaître aux citoyens congolais leurs droits. Des centres d'information juridiques ont également été créés dans les grandes villes.

115. La liberté d'expression contribue au renforcement de la démocratie et joue aussi un rôle déterminant dans l'éradication de certains fléaux tels que le VIH/sida. C'est pour garantir l'exercice de ce droit que le Congo a adopté le 12 novembre 2001 une loi sur la liberté de l'information et de la communication. Un Conseil supérieur de la liberté de communication a été institué pour veiller au plein respect de ce droit. La jouissance du droit à l'information est étroitement liée au développement.

116. M. MNATSAKANIAN (Arménie) estime que les nouvelles démocraties sont confrontées à un double défi, faire évoluer les mentalités et créer un cadre de protection des droits civils et politiques. Interagir avec la communauté internationale et lui rendre des comptes a d'énormes avantages sur le processus de réforme démocratique. L'Arménie a pris

toute une série d'engagements envers le Conseil de l'Europe, l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, et les Nations Unies. Un nouveau Code pénal a récemment été adopté qui abolit la peine de mort et le sixième protocole à la Convention européenne des droits de l'homme a été ratifié. Des réformes judiciaires sont menées en collaboration avec le Conseil de l'Europe et plusieurs réformes constitutionnelles ont été engagées, y compris l'élargissement des activités de la Cour constitutionnelle. Un Médiateur a par ailleurs été nommé pour veiller à l'application effective des mécanismes des droits de l'homme.

117. Le représentant indique également que comme cela a été souligné dans le Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur l'interdépendance de la démocratie et des droits de l'homme (E/CN.4/2004/54), les élections sont l'expression du droit fondamental à la participation politique. L'Arménie a reconnu les profonds dysfonctionnements qui ont caractérisé les élections de 2003 et compte engager sans délai un processus de réformes. Outre l'adoption récente de lois sur la radio et la télévision, le Gouvernement a pris des mesures pour améliorer l'efficacité de l'autorité indépendante en matière de radio-télédiffusion. Les technologies de l'information et de la communication offrent de nouvelles possibilités pour améliorer la transparence et la responsabilité redditionnelle des gouvernements. Plusieurs projets ont été menés afin de promouvoir la gouvernance électronique. L'Arménie a également adopté une loi sur le service militaire alternatif qui protège le droit à l'objection de conscience.

118. Les violations des droits civils et politiques peuvent dépasser les frontières des Etats et avoir des conséquences néfastes à l'échelle régionale. L'incitation à la haine et à la violence qui est tolérée, voire encouragée, par l'Azerbaïdjan a provoqué l'assassinat odieux d'un officier arménien le 19 février 2004. Son meurtrier a été élevé au rang de héros national dans son pays, l'Azerbaïdjan.

La séance est levée à 12 h 55.